

**RELANCE INDUSTRIELLE, ENCOURAGEMENT DE LA PRODUCTION NATIONALE  
ET ASSAINISSEMENT DE L'ENTREPRISE**

# Une rencontre au sommet Sellal-Sidi Saïd

**Une rencontre bipartite entre l'UGTA et le gouvernement est programmée avant la fin du premier trimestre en cours, soutiennent des sources syndicales sûres. Cette rencontre interviendra après une autre réunion qui réunira prochainement une délégation des fédérations de l'UGTA avec le ministre de l'Industrie.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Les rencontres préliminaires engagées par le nouveau ministre de l'Industrie, Chérif Rahmani, avec les différents acteurs de la sphère économique dont l'UGTA, le patronat et l'ABEF doivent aboutir à la tenue d'une réunion au sommet entre le Premier ministre et le secrétaire général de l'UGTA.

Mais avant cette rencontre, il sera question d'une ultime rencontre entre une délégation des fédérations de l'UGTA relevant du secteur économique et le ministre de l'Industrie.

C'est sur la base des décisions arrêtées entre les deux parties que la rencontre au sommet entre Sidi Saïd et Sellal aura lieu. Nos sources indiquent à ce sujet que la question de la relance de l'industrie nationale et par voie de conséquence de la production nationale en constituera l'essentiel de l'ordre du jour de cette bipartite. A ce propos, on indique de source proche de

l'UGTA que cette dernière est sur le point d'élaborer un dossier complet sur la base des rapports et autres comptes rendus des fédérations du secteur concerné. Il s'agira dès lors, pour les représentants des travailleurs, de plaider la question de la relance de l'industrie nationale en appuyant sur le principe du «soutien à la production nationale».

D'ailleurs, on soutient l'idée que «si la démarche en question est validée par tous les partenaires concernés, cela aura pour conséquence directe la création en l'espace de trois années de près de 500 000 postes d'emplois directs tant dans le secteur public que privé».

D'ailleurs, du côté de l'UGTA on avance d'ores et déjà l'idée de l'organisation des assises de l'industrie nationale, «où tous les bilans seront tirés et des recommandations seront arrêtées et validées par tous les partenaires». «La relance de notre industrie, et par voie de consé-



Abdelmalek Sellal.



Sidi Saïd.

Photos : Samir Sid

quence la consolidation de la production nationale (publique et privée), aura pour conséquence directe l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens», soutient une source autorisée de l'UGTA.

Sur un autre plan, du côté de la centrale syndicale, on semble accorder beaucoup de crédit au programme d'action du nouveau gouvernement.

Toutefois, on plaide pour la prise de mesures à même «d'assainir l'environnement de l'entreprise» à travers «des mesures

concrètes», telles que notamment «la révision du code des marchés et la dépénalisation de l'acte de gestion».

Cela dit, les observateurs de la question économique soutiennent l'idée que la situation actuelle, qualifiée de «très favorable doit être capitalisée tant pour le bien du monde économique que pour le monde du travail».

A ce sujet, l'UGTA a évoqué la récente rencontre entre son secrétaire général, Abdelmadjid Sidi Saïd, et le ministre de l'In-

dustrie et de la PME/PMI, Chérif Rahmani. Cette rencontre était perçue comme une «occasion pour les deux parties de s'entendre sur une feuille de route». C'est ainsi que des réunions de concertation seront organisées afin de «renforcer le climat de confiance et de partenariat».

«Cette démarche appelle des actions concrètes visant à un développement de la production nationale», s'est-on expliqué.

À cette occasion, M. Chérif Rahmani a promis de «raffermir le secteur industriel public en lui donnant un nouveau souffle». Tout comme il s'est engagé à «maintenir la démarche de concertation et de dialogue continu avec les partenaires sociaux».

Selon les syndicalistes, le nouveau ministre de l'Industrie a indiqué que «les entreprises publiques bénéficieront de programmes de modernisation pour atteindre un niveau de compétitivité, consolider leur position sur le marché intérieur et se préparer à opérer sur le marché extérieur». «C'est là tout le défi que nous devons relever pour la création de la richesse et de l'emploi», ajoute-t-on.

A. B.

**ELLE DÉPLORE SON EXCLUSION  
DE LA CONCERTATION**

## La société civile remontée contre l'Office national d'alphabétisation

L'Office national d'alphabétisation et de l'enseignement à distance des adultes s'attire les foudres des associations qui activent dans le domaine. Il lui est reproché de travailler sans concertation de la société civile.

«L'Office national d'alphabétisation a mis à l'écart ses partenaires et fait cavalier seul.» L'accusation émane de Aïcha Barki, présidente de l'association Iqra, et Noria Hafsi, secrétaire générale de l'Union nationale des femmes algériennes.

Les deux femmes sont montées au créneau pour dénoncer les agissements de cet organisme, lequel, disent-elles, «a accaparé tous les pouvoirs». Censé travailler en coordination avec les associations, l'Office, accusent les deux intervenantes qui ont animé, hier, une conférence de presse au forum d'El Moudjahid, «ne tient pas compte des propositions émanant de la société civile».

La présidente de l'association Iqra cite l'exemple de l'unification des livres scolaires destinés aux analphabètes. Or, dit-elle, «chaque âge nécessite un programme spécifique».

Par ailleurs, l'association Iqra demande l'évaluation de la stratégie de lutte contre l'analphabétisme. Mise en place depuis 2007, cette stratégie vise à réduire le taux d'analphabètes de 22% actuellement, à 10% à l'horizon 2015.

Iqra souligne que ses programmes n'ont pas fonctionné comme elle l'aurait souhaité dans cette stratégie. D'ailleurs, reproche-t-on, les recommandations de ladite stratégie vont à l'encontre de ce qui a été conclu au départ. «Ils ont établi des critères très élevés. Ils nous exigent par exemple des classes de 40 élèves et des enseignants licenciés, des conditions difficiles voire impossibles à remplir», explique M<sup>me</sup> Barki. Cette dernière, qui dénonce l'absence de subvention de la part des pouvoirs publics, a indiqué que son association a réussi à alphabétiser plus d'un million de personnes.

Salima Akkouche

**POUR EUX, LEUR GRÈVE DE HUIT  
JOURS ÉTAIT UNE RÉUSSITE**

## Les communaux promettent de revenir sur Alger

**L'empêchement de leur sit-in prévu mardi devant le Palais du gouvernement ne semble point entamer la détermination des communaux à retenter le coup une autre fois.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Se voulant, en effet, comme une fin en apothéose de leur grève de huit jours déclenchée le 26 du mois de septembre dernier, le sit-in de ce mardi, quoiqu'avorté en raison de son empêchement par les forces de sécurité, a tout l'air de galvaniser les communaux structurés au sein de la Fédération nationale du secteur des communes, affiliée au Snapap.

Son président parle d'une réussite, en ce sens, selon lui, qu'il révèle on ne peut plus clairement la volonté du pouvoir à étouffer toute voix discordante et toute revendication socioprofessionnelle autonome, et donc échappant à sa tutelle. «Nous prenons acte de l'empêchement de notre rassemblement mais nous reviendrons tôt ou tard dans la capitale», dira Azzedine Aït-Khefifa qui ne précisera pas quand, se contentant de dire que l'urgence pour l'entité syndicale qu'il préside est la poursuite de sa restructuration.



La grève a touché 1040 communes.

Photo : Samir Sid

Notre interlocuteur n'épargnera pas Belkacem Felfoul, «ce député à la retraite qui ne manque jamais d'aller au secours du pouvoir à chacune de nos actions», affirmera-t-il. «Il se prévaut d'être le président d'une aile du Snapap alors qu'il ne représente que lui-même», poursuivra Aït-Hamou qui ne manquera pas de répliquer à Ould Kablia qui a tenu à minimiser l'ampleur de la grève des huit jours de la FNCS en la circonscrivant à «trois régions connues, soit 132 communes sur 1 541 à travers le territoire national».

Un «argument» qui n'étonne point Aït-Hamou tant, dira-t-il, «il en a été fait usage à chaque fois pour discréditer toute protestation». Et au président de la FNCS de revenir

sur ce débrayage, le second en cette rentrée sociale, en parlant d'un taux d'adhésion allant crescendo au fil des jours jusqu'à atteindre durant les trois derniers jours le seuil de 77%.

Une grève qui, dira-t-il encore, «a touché pas moins de 1040 communes quoique, reconnaîtra-t-il, avec une proportion considérable dans les wilayas du centre où le syndicat est bien structuré».

«C'est récurrent chez nos responsables, ils ont toujours minimisé l'ampleur de la grogne sociale que connaît le pays, c'est leur manière de se maintenir en place», ajoutera Aït-Hamou dont l'entité syndicale met en avant de son mouvement de contestation, une palteforme de revendications, dont l'élaboration du statut particulier et du régime indemnitaire des travailleurs communaux, l'augmentation salariale, eux dont la majorité perçoit une rémunération bien en deça du SNMG, le versement des rappels et des primes de rendement et de guichet, la révision et l'unification des statuts particuliers de tous les fonctionnaires et l'abrogation de l'article 87 bis de la loi 90/11 du code du travail précisant les composants du Salaire national minimum garanti (SNMG).

M. K.